



Déclaration des élus CGT d'Outre-mer en CSE Central

L'Outre-mer a toujours été considéré comme le laboratoire de France Télévisions. À chaque expérimentation, celles-ci sont déployées chez nous sans qu'aucune remise en question, étude d'impact ou accompagnement ne soit réellement envisagé. Cela fait désormais plusieurs années que ces territoires subissent une réduction significative des équivalents temps plein (ETP).

Pourtant, nous faisons face à une pression locale intense, portée par des attentes fortes du public, mais également par la direction, qui exige la continuité de l'activité quelles que soient les conditions. Cette exigence s'impose sans que personne ne se préoccupe véritablement des conditions de travail ni des conséquences sur la santé des salariés.

La Cour des comptes a salué le fonctionnement des départements ultramarins, qualifiant notre modèle de référence. Mais nous posons aujourd'hui la question : à quel prix ?

Les conséquences de ce fonctionnement sont multiples et préoccupantes :

- Des exigences élevées pour maintenir la qualité et la diversité des programmes ;
- Une hausse de l'absentéisme pour maladie conjuguée à une diminution des ressources humaines ;
- Un impact significatif sur le contenu et la qualité du travail fourni ;
- Une charge de travail qui ne cesse d'augmenter ;
- Des difficultés croissantes d'attractivité des postes ;
- Une polyvalence poussée à son extrême, qui se traduit par des salariés « shiva », davantage marquée dans les petites stations comme Mayotte ou Wallis-et-Futuna ;
- Une usure et une déqualification professionnelles préoccupantes ;
- Des tensions très fortes au sein des collectifs de travail ;
- Une santé des salariés fortement impactée.

Oui, les stations continuent de fonctionner, oui, les salariés répondent aux attentes du public, mais ce sont eux qui en paient le prix fort.

Nous déplorons que, malgré de nombreuses alertes, nous en soyons arrivés à ce constat : les limites du fonctionnement actuel des stations ultramarines sont atteintes.

Nous attendons de la direction que les ateliers d'évaluation de la charge de travail deviennent de véritables espaces constructifs d'échange, portant non seulement sur la volumétrie mais aussi sur le contenu même du travail. Si nous sommes le laboratoire de France Télévisions, alors expérimentons des solutions qui améliorent concrètement nos conditions de travail, en associant pleinement les salariés, qui sont les véritables experts de leur métier.

Enfin, nous exigeons l'ouverture d'un dialogue social sincère et constructif, prenant en compte les alertes sur la souffrance au travail, afin de garantir un environnement professionnel respectueux, sain et durable.

Paris, le 29 janvier 2026